TUNISIE : APRES LA DEMOCRATIE, LES LIBERTES SYNDICALES DANS LE VISEUR

Depuis début août 2025, l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) est la cible d'attaques frontales par le président tunisien Kaïs Saïed et ses partisans. Le 7 août, des manifestants ont attaqué le siège de la Centrale tunisienne. Cette tentative d'assaut de son siège a été suivie par une déclaration du président tunisien en soutien aux manifestants, avec une menace à peine voilée, visant à criminaliser l'action syndicale et à affaiblir l'UGTT. Ces attaques interviennent dans un contexte où le dialogue social est très dégradé, marqué par une rupture quasi totale et une confrontation ouverte.

Les organisations syndicales françaises CFDT, CGT, Unsa, Solidaires et FSU dénoncent ces attaques, condamnent la campagne d'intimidation menée par les autorités tunisiennes et expriment leur solidarité avec leurs homologues de l'UGTT.

Depuis son « coup de force constitutionnel » le 25 juillet 2021, qui s'apparente de plus en plus à un coup d'État au fur et à mesure que Kaïs Saïed s'arroge les pleins pouvoirs, ce dernier a progressivement mis en place une présidence autoritaire, affaiblissant les piliers de la démocratie tunisienne. Kaïs Saïed, qui ne cache pas son hostilité aux corps intermédiaires, gouverne par décrets présidentiels, sans contre-pouvoirs institutionnels. Après le démantèlement du pluralisme politique avec l'arrestation d'opposants sous prétexte de « complot contre la sûreté de l'État », l'intimidation et la criminalisation des voix dissidentes et l'attaque contre la liberté d'expression avec le harcèlement et même l'emprisonnement de journalistes pour leurs critiques du régime, Kais Saïed s'attaque désormais au syndicalisme.

Les organisations syndicales françaises CFDT, CGT, Unsa, Solidaires et FSU appellent le gouvernement français, et plus largement les décideurs européens, à condamner les dérives autocratiques du régime de Kaïs Saïed et à dénoncer le mémorandum UE-Tunisie.

L'UGTT, fondée en 1946, est un acteur historique majeur en Tunisie, ayant joué un rôle central pour l'indépendance de la Tunisie. L'UGTT est co-lauréate, en 2015, du Prix Nobel de la Paix pour son rôle dans le processus de transition démocratique en Tunisie, après la révolution de 2011. **La CFDT, la CGT, l'Unsa, Solidaires et FSU réaffirment leur soutien à l'UGTT et au rassemblement organisé par le syndicat ce jeudi 21 août. Les organisations syndicales françaises joignent leur voix à l'appel du mouvement syndical mondial aux autorités tunisiennes [1] pour garantir la sécurité des membres des syndicats et respecter leurs obligations internationales en vertu des Conventions 87 « *Liberté syndicale et protection du***

droit syndical **» et 98 « *Droit d'organisation et de négociation collective* » de l'OIT.**